Beyla, un exemple de lutte contre l’excision en Guinée

29 novembre 2022 à 14h 03 - Ousmane CISSE

En Guinée, la pratique de l'excision reste assez répandue. Toutefois, dans certaines localités, les communautés commencent à prendre conscience de cette attitude néfaste pour les femmes. C'est le cas notamment dans quelques villages et districts de la préfecture de Beyla, dans le sud de la Guinée, où les populations intensifient les sensibilisations pour arrêter l'excision des jeunes filles. Pour découvrir comment la pratique de l'excision a diminué considérablement dans ces zones, une contributrice de Génération qui ose s'est entretenue avec Marc Yombouno, chef section Enfance à la Direction préfectorale de la Promotion féminine, de l'Enfance et des Personnes vulnérables de Beyla… Avant l'arrêt officiel de la pratique de l'excision, le taux d'enfants excisées s'élevait à combien dans votre préfecture? Au moment où la pratique était plus répandue ici, en terme de chiffres, on pouvait avoir 60% d'enfants excisées. Le reste c'était des personnes âgées. Mais depuis qu'on a commencé, actuellement, s'il y a pratique, c'est à 25%, et ça se fait en cachette, clandestinement. D'autres mêmes profitent de l'initiation pour exciser. Mais avant, nous étions autour de 92%, parce que c'était une tradition. Quand on prend 100 filles par exemple, sur les 100 filles avant, on pouvait voir 60 à 70 excisées. Comment la préfecture de Beyla est arrivée à réduire la pratique de l'excision ? On a un système qu'on appelle le système d'habilitation sectorielle et communautaire. A travers des structures locales et communautaires, nous identifions et formons des femmes mentors. Ce sont des femmes leaders des communautés qui sont beaucoup écoutées, craintes. Nous identifions aussi des jeunes leaders, des jeunes filles et des hommes modèles, nous les mettons ensemble avec les structures de protection. Le ministère de la Promotion féminine a aussi un système de structure communautaire à base communautaire qui est le standard, du niveau national au niveau local. Ces structures là sont présidées dans les villages par les chefs de secteurs, dans les districts par des conseillers locaux enfants et familles, dans les CR centraux, par les comités locaux de protection des enfants. Toutes les structures y sont représentées : la santé, l'éducation, la police qui a le secteur de l'OPROGEM et la gendarmerie qui a la brigade de protection des personnes vulnérables, les leaders religieux, les présidentes des femmes, les présidents des jeunes… Nous les constituons en structure, les orientons et les formons sur les méthodes d'animation. Les femmes mentors choisies nous assistent à identifier les filles non excisées qu'on préserve. Pendant les cérémonies de déclarations publiques, nous avons un mécanisme de surveillance post-déclaration. Quand nous identifions, pendant les séances, les filles non excisées, nous les suivons. Dans les zones où il y a eu déclaration, c'est le pourcentage par rapport aux filles non excisées qui nous permet d'avoir les indicateurs pour déterminer le taux dans une localité. Mais c'est un long système, car nous commençons par l'évaluation. A l'aide d'un questionnaire, nous avons les dividendes. Nous identifions les grands évènements d'une collectivité, observons s'ils font des pratiques pour dénoncer. C'est ainsi que nous commençons à demander les avantages et les inconvénients. Marc Yombouno, chef section Enfance à la DP PFEPV de Beyla — © Photo privée Techniquement, nous en débattons pour comprendre la tendance. En sachant la tendance, nous intervenons, identifions des éléments qu'on oriente et commençons la sensibilisation. Nous pouvons faire six mois entrain de tourner parce que c'est un changement de mentalité et il y a aussi le poids des traditions. Raison pour laquelle nous impliquons les leaders religieux qui défendent du côté religieux. Du côté sanitaire, aussi, nous collaborons même des fois avec les matrones des hôpitaux, les chargés d'état-civil, les sages femmes qui, dès qu'il y a naissance, remontent l'information quand c'est une fille. Si elle n'est pas excisée, on commence à faire le suivi. Aujourd'hui, les communautés elles-mêmes dénoncent. Dès qu'il y a une tentative d'excision, notamment lors des cérémonies, nous recevons des alertes. Comment se font ces alertes ? Nous avons nos propres numéros. A travers nos structures de protection, nous identifions et formons nos éléments qui font le suivi d'alerte précoce, ce sont les points focaux. Dès qu'il yva problème, ils appellent pour alerter… De l'accouchement à l'allaitement, nous commençons à travailler sur le mental concernant les lois afférant à cette pratique. Quelles sont les localités où la pratique a diminué ? Il y a Gbakedou qui est une commune rurale, les districts de Koubedou, Fouaro, Sangbadou, Moribadou, Kissiboula, pour ne citer que celles là… Depuis quand exécutez-vous ce programme ? Ça fait trois ans que nous faisons des déclarations. Nous

installons le mécanisme. Quand nous véhiculons bien les messages, au-delà des gens que nous identifions pour les alertes, les autres qui ont suivi des séances de sensibilisations pour les alertes nous remontent aussi des cas au-delà des mutilations des génitales féminines, comme lorsqu'il s'agit des cas de mariages d'enfants… Les points focaux sont-ils pris en charge financièrement ? Les points focaux travaillent bénévolement. Quand il y a des financements par trimestre ou par mois, nous leur accordons un accompagnement leur permettant de tenir des réunions mensuelles. C'est tout. Vous est-il arrivé d'avoir dans vos rangs des filles excisées ? Nous avons sauvé des filles de l'excision et qui nous aident. Il y a de ces zones où nous avons des enfants qui sont comme des filles leaders, qui participent activement aux séances de sensibilisation. Il y en a même que nous avons réinsérées au niveau scolaire et qui font partie des structures de jeunes dans leurs collectivités. Grâce à ces enfants, aujourd'hui, les choses sont un peu plus modernes en terme de communication, de connaissances des choses, des pratiques, etc. Propos recueillis par Élisabeth Zézé Guilavogui – Contributrice de Génération qui ose

© 2025 Idimijan | Tous les droits réservés